L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MERCREDI MATIN, 14 MAI

Revue des Journaux.

Le *Picayune* fait remarquer que l'inscription que Ben Butler a fait placer sur le piédestal de la statue de Jackson est une fausse citation des paroles de ce dernier qui a dit simplement: "L'Union, il faut la préserver," tandis que l'inscription porte "The Union it must *and shall* be preserved." Les mots *and shall* ont été ajoutés par Butler. Cette remarque fournit à notre confrère l'occasion de relater d'intéressantes réminiscences sur Jackson, Calhoun et Henry Clay.

Le *Times* pense que pour rendre la résistance à St-Martinville utile et efficace, il eût fallu que le colonel De Blanc prît possession de la maison de Cour, jusqu'à l'arrivée des troupes des Etats-Unis. Le colonel a, sans doute, eu de bonnes raisons pour ne pas agir ainsi. Notre confrère s'adresse à M. Kellogg et lui dit que s'il désire réellement la paix et le bien du pays, il doit déclarer qu'il est disposé à demander une nouvelle élection au Congrès. "Le peuple, constate le *Times*, ne sera jamais satisfait du résultat qui a été fabriqué avec la dernière élection. Le gouvernement actuel ne peut être rendu populaire.

Le *Times* a un autre article sur les chemins de fer de l'ouest.

Le *Republican* adresse une conférence au Congrès de Saint-Louis. Ce journal trouve illogique la conduite et les paroles de ceux qui proposent l'immigration comme un moyen d'aider la Louisiane et qui, d'un autre côté dénoncent le gouvernement, les taxes, &c. Il n'y a pas contradiction le moins du monde. Nous jetons les bases d'un grand projet d'immigration en vue du renversement probable des usurpateurs à la fin de l'année et de l'établissement d'un nouvel ordre de choses qui allégera le fardeau de l'impôt et favorisera les nouveaux colons.

Prenant pour argent comptant les cancans de Washington, l'organe radical voit déjà la Louisiane inondée de baïonnettes fédérales et les rebelles mis à la raison. L'intervention de Grant, dit-il, obtiendra l'approbation de tous les *bons* citoyens. Les bons ce sont ceux qui ont obtenu des places de Kellogg.

Ce journal n'attache pas d'importance au mouvement tendant à obtenir une nouvelle élection.

Le *Herald* appelle l'attention de Kellogg sur certaines leçons historiques qui peuvent lui donner à réfléchir, celle d'Amédée en Espagne, de Maximilien au Mexique. Kellogg ne gouverne que depuis quelques mois, il a encore quatre années devant lui. Croit-il que le peuple opprimé restera tranquille tout ce temps?

Le *Herald* maintient ce qu'il a dit au sujet de l'entrevue du général Taylor avec le Président, de l'engagement pris par celui-ci de reconnaître McEnery et de l'intervention de Morton qui a fait changer la détermination du Président. Les mêmes faits nous ont été attestés et nous y avons fait allusion dimanche.

LA GUERRE DU PARAGUAY.

Une dépêche télégraphique de Lisbonne, datée de Rio Janeiro du 10 avril, et sur laquelle nos confrères américains ne publient aucun commentaire, fâcheux sans doute de connaître la question, appelle de nouveau notre attention sur les affaires de la Plata. La situation de l'Amérique orientale du Sud intéresse au plus haut point la France qui y envoie beaucoup d'émigrants de nos pays basques, bordelais et marseillais, et qui y fait un commerce si étendu. Les autres nations de l'Europe et les Etats-Unis eux-mêmes ont un grand intérêt aussi, à savoir si, oui ou non, le fleuve de la Plata, cette grande artère de l'Amérique Méridionale, passera complètement sous la domination exclusive de Buenos Ayres, qui fermerait ainsi, au commerce du monde, les inépuisables richesses du centre sud américain.

Telle est, en effet, la question qui s'agite dans la partie méridionale du nouvel hémisphère; et c'est à la plus récente phase de cette agitation que se rapporte évidemment le télégramme reçu, avant-hier, de Lisbonne, et qui annonce que *le mouvement révolutionnaire au Portugal a été heureusement réprimé*. Ce mouvement est le second ou le troisième que Buenos Ayres tente de soulever contre le gouvernement actuel du Paraguay, qui, à l'instar du gouvernement français, cherche à réparer les désastres laissés par une guerre de cinq ans, et à empêcher le démembrement plus complet de la patrie paraguayenne. Don Jovellanos, président actuel du Paraguay, habilement secondé par le senor Gregorio Benites, ministre des affaires étrangères, a compris que des deux anciens ennemis de leur patrie, le Brésil était le plus généreux, parce qu'il était non-seulement le plus fort, le plus puissant des deux, mais encore parce qu'il n'avait pas besoin de fermer au Paraguay le fleuve de La Plata, qui est pour la petite République la seule voie de communication avec le reste du monde. Le Brésil, du reste, a prouvé par des actes qu'il ne voulait pas la mort du Paraguay.

Après que ce petit et héroïque pays eût succombé, au bout de cinq ans de lutte, sous l'effort écrasant et combiné de l'empire sud américain et de Buenos Ayres, le Brésil s'est montré accommodant et a retiré ses troupes. Buenos Ayres, au contraire, aussitôt après l'exécution du traité de paix de 1870, a voulu rester seul en possession de l'île d'Atajo, qui avait été occupée pendant la guerre par les forces alliées, comme territoire paraguayen, et qui, située au confluent des rios Parana et Paraguay, commande le grand chemin fluvial qui mène du centre de l'Amérique méridionale à l'Océan Atlantique. En outre, Buenos Ayres resta encore en possession de Villa Occidental et du Gran Chico, c'est-à-dire de tout le territoire paraguayen, situé à l'est du fleuve national.

En présence de semblables faits, la conduite de tout gouvernement vraiment patriotique, au Paraguay, était toute tracée. Il fallait pencher vers le Brésil, et résister énergiquement aux exigences iniques de Buenos Ayres. C'est ce qui a été parfaitement compris par le gouvernement de l'Assomption, par le président Jovellanos, par le ministre des affaires étrangères, le senor Benites, et par leurs collègues. Leurs efforts ont été couronnés de succès, et l'alliance avec le Brésil est devenue de plus en plus intime et effective.

Dès lors, il n'y avait plus qu'un parti à prendre, de la part du gouvernement argentin, (Buenos-Ayres). Il fallait faire appel aux petites passions, aux ambitions mesquines, à la révolution en un mot, comme cela s'est fait et se fait peut-être encore en France, de la part des Prussiens. Il fallait empêcher l'administration actuelle si patriotique du Paraguay, de travailler en paix à la reconstitution du pays. Malheureusement, on trouve toujours, en pareil cas, des envieux et de mauvais citoyens qui se prêtent aveuglément ou sciemment, au jeu des ennemis mortels de leur patrie. L'an passé, un premier mouvement essaya de se prononcer; et le vice-président Juan Gill fut arrêté, puis chassé du Paraguay, par les autorités qui, connaissant mieux que certains journaux et hommes politiques Français, la maxime de Napoléon: "il faut laver son linge sale en famille," réprimèrent sans bruit cette tentative insurrectionnelle. Plus tard, la faction anti-patriotique essaya de déconsidérer le gouvernement à la Chambre; mais le sénateur Brizuela, et le député E. Gill, en furent pour leurs frais d'éloquence. Le premier fut sifflé, pour avoir prétendu que le pays n'était pas assez riche pour envoyer comme ministre plénipotentiaire en Europe, un homme autre que lui-même sans doute. Et, le député Gill, quoique de même partie que le sénateur, croyait au contraire, les finances du pays en état si prospère, qu'il demandait à ce qu'on lui payât plus régulièrement son traitement de législateur. Les Chambres étaient composées d'une majorité patriotique qui se refusa à faire une révolution parlementaire, à propos de ces étranges demandes.

Il est probable que le "mouvement révolutionnaire" dont nous parle la dépêche de samedi, n'était point d'une nature aussi anodine, et qu'il y faut voir encore la main de Buenos-Ayres, qui voudrait renverser le gouvernement paraguayen actuel, pour le remplacer par une administration disposée à jouer le jeu de la République Argentine. C'est évidemment là, la seule explication logique à donner au télégramme; car tant que le Brésil ne changera pas son attitude conciliatrice envers le Paraguay, il est certain que la majorité des Paraguyens soutiendra le gouvernement actuel qui cherche dans le Brésil un appui contre les prétentions de Buenos-Ayres.

Du reste, les journaux de Londres nous apprennent que le gouvernement paraguayen vient de remporter un avantage financier, qui aura sur les destinées du pays, les mêmes résultats, sur une petite échelle, que les résultats produits en France, par les succès financiers de M. Thiers. Buenos-Ayres avait essayé, en effet, de détruire le crédit du Paraguay, en Europe. Il avait fait nommer comme consul-général de ce pays, un de ses propres nationaux, un gendre du fameux Rosas. Ce consul-général avait émis, à Londres, deux emprunts pour une valeur totale de 75 millions de francs. Ils avaient été immédiatement couverts, grâce au crédit et à la richesse proverbiale du Paraguay; mais dix millions à peine avaient été envoyés au Paraguay, et le consul-général se refusait à rendre et ses comptes et l'argent. Le señor Gregorio Benites fut alors envoyé en Europe, et après sept mois de lutte, par la parole, par la plume, et, hélas, aussi par devant les tribunaux anglais, il est rentré en possession des fonds de l'emprunt. Il en a [illegible] une partie dans son pays, qui [illegible] ressources naturelles de[illegible]veloppées rapidement. M. Benites annonce également, par la voie des journaux européens, qu'il va envoyer au Paraguay, une commission scientifique pour explorer le pays, faire des rapports, préparer des plans, etc. En même temps, seront envoyés aussi des professeurs pour toutes les branches d'études, de même que des jeunes gens paraguayens viendront, comme autrefois, faire leurs études, aux frais de leur gouvernement, à St-Cyr, à l'école centrale des Arts et Métiers, ou des Mines et à nos autres grandes écoles de France.

LA SITUATION EN ESPAGNE.

L'agitation augmente en Espagne: elle gagne Madrid, qui jusqu'à présent avait joui d'un calme relatif. Les journaux de cette ville sont unanimes pour prédire de nouvelles révoltes, pronunciamentos, insurrections ou coup d'Etat, selon que ce sont les familles républicaines ou conservatrices qui s'entretiennent de ces fâcheuses éventualités.

Les plus modérés, parmi les organes qui soutiennent le Pouvoir exécutif, sont ceux qui se font l'écho des prédictions les plus alarmantes. La *Discusion* par exemple, dénonce un complot qui se prétend ourdi par un ancien ministre du roi Amédée, membre aussi du premier cabinet républicain, avec le concours de la majorité de la commission de permanence. D'après cette feuille, ce personnage aurait enrôlé des mi-émeutiers qui doivent cerner le Palais législatif lors de la prochaine séance où l'on doit interpeller le gouvernement. Ils lanceront des cris de mort contre les députés qui composent la commission de permanence, tandis que d'autres acclameront la république fédérale. Alors, la commission lèvera la séance et ira siéger dans un port de mer, sous la protection de quelques navires de guerre. Une fois là, elle adressera au pays et à l'Europe, un manifeste demandant une intervention étrangère, qui tire l'Espagne des griffes de la démagogie.

Cette dénonciation, de la *Discusion* nous semble calomnieuse et, en tout cas, elle est hasardeuse comme toutes les prophéties. Ce qui est certain, ce qui appartient à la catégorie des faits accomplis, c'est la recrudescence de l'anarchie, c'est la multiplicité des attentats, chaque jour plus nombreux et toujours impunis, contre la vie et la propriété des citoyens.

Ce qui ne peut plus être nié c'est que l'Espagne devient la proie du communisme le plus éhonté, et que les fédéralistes espagnols semblent se faire un devoir de suivre, de point en point, le programme des hommes qui se rendirent maîtres de Paris le 18 mars 1871.

Madrid lit avec stupeur des feuilles incendiaires qui distancent les plus violents journaux parus à Paris en pleine Commune. *Le Sans-Chemise, Les Pétrole, La Liquidation Sociale*, sont autrement féroces et prêchent des doctrines bien plus subversives que le *Cri du Peuple*, le *Mot d'Ordre* ou *Père Duchêne*.

A l'instigation de ces feuilles et des démagogues de la borne, les fédéralistes de Madrid demandent au gouvernement la dissolution de la garde civile et la démolition du monument patriotique du 2 mai, s'autorisant du précédent de la colonne Vendôme. Ils menacent de détruire cet obélisque de leur propre autorité si le pouvoir exécutif ne donne pas des ordres immédiats pour l'abattre.

D'autres feuilles anonymes menacent les conservateurs de vengeances prochaines et terribles, tandis qu'en province ces attentats sont quotidiennement mis à exécution.

Le gouvernement ne prend que des mesures insuffisantes pour prévenir ces désordres, et il ne songe nullement à les réprimer efficacement.

Les agents, qui sentent bien que les autorités ne songent pas sérieusement à sévir contre les agitateurs, n'osent pas leur résister ou les poursuivent mollement.

Comment le gouvernement pourrait-il se montrer sévère contre ceux qui menacent leurs concitoyens, quand lui-même a donné l'exemple de ces violences en édictant, de son autorité privée et au mépris de la constitution, une loi des suspects qui, sous prétexte d'atteindre les carlistes, détruit toutes les garanties individuelles dans le pays entier?

Le gouvernement de Madrid a perdu à l'heure qu'il est toute force morale et il manque de plus en plus de force matérielle. L'indiscipline de l'armée a atteint son apogée, et loin de songer à la réprimer le pouvoir exécutif l'encourage. Le général Velarde, après avoir couru les plus grands dangers pour tenir tête aux soldats révoltés qui l'avaient couché en joue et avaient braqué contre lui et son escorte les canons qu'ils desservaient—a dû résigner ses fonctions, se voyant désavoué par le gouvernement.

A Jaca, à Santona et à Madrid même, des actes d'insubordination semblables se sont produits. Des bataillons en masse se sont révoltés en Catalogne et à Madrid, les désertions ont pris des proportions considérables.

Un tel état de choses ne peut aboutir certainement qu'à la dissolution sociale, à des troubles nouveaux, à la dictature, ou à une restauration qui finira par être regardée, du train dont vont les choses, comme la seule planche de salut. L'intervention même est à craindre si une pareille situation se prolonge.

Et malgré ce désarroi et cette confusion, M. Figueras a eu le triste courage de dire la veille du jour où par suite du malheur privé qui vient de le frapper, il résignait ses fonctions présidentielles entre les mains de son collègue, M. Pi y Margall: *que l'Espagne souffrait de plethore d'ordre!*

Cette sinistre plaisanterie permet de croire que l'idéal de la République, recherché par M. Figueras, est le même que celui de cet orateur d'un club de Paris, qui disait, ces jours derniers, qu'il n'y aurait pas de République tant qu'il existerait encore un gouvernement.

Vallejo.

Voici les instructions envoyées par le gouvernement de Madrid aux gouverneurs de province:

"Art. 1er.—Les gouverneurs mettront à la disposition des juges de première instance toute personne qu'ils soupçonneront d'être complice de la rébellion carliste ou de la favoriser.

"Art. 2.—Ils sont autorisés à procéder sans délai.

"Art. 3.........................

"Art. 4.—Les prisonniers seront livrés à la juridiction militaire.

"Art. 5.—Celle-ci, les considérant comme prisonniers de guerre, les transportera aux îles Canaries ou à Cuba.

Grâce à ce décret, la démagogie pourra se débarrasser des riches, qu'il suffira de soupçonner de carlisme pour les transporter.

Inutile de dire que cet arrêté a eu pour résultat l'émigration d'un grand nombre de notables.

Les plus fortunés vont demander l'hospitalité à la libérale Angleterre.

Les moins favorisés se réfugient aux au Maroc.

Grâce aux mesures prises par le gouvernement de Madrid, on a pu prévenir jusqu'à présent la manifestation contre la garde civile et les projets de démolition du monument du 2 mai.

A la suite des désertions qui ont eu lieu dans la garnison de Madrid, on a arrêté un colonel qui a été, peu après, relâché.

Les vendeurs du journal, *Les Sans-chemise — Descamisados* — ont résisté aux agents de police qui ont voulu saisir les numéros du journal entre leurs mains.

Les électeurs fédéraux du district du centre ont demandé à leur candidat, M. Figueras, d'accepter le mandat impératif. Comme l'acceptation d'un pareil mandat est expressément défendue par la Constitution, on suppose que le Président du gouvernement aura résisté aux sollicitations de ses électeurs.

On disait à Madrid que la commission de permanence demanderait la réunion immédiate de l'Assemblée par suite de la gravité des circonstances.

Voici un passage d'une circulaire du gouverneur de Tarragone qui en dit long sur la situation qui est faite au clergé dans certaines provinces: "Je prie les alcades de traiter avec autant de considération et de courtoisie les ministres de l'église, qu'il sera compatible de le faire *sans troubler l'ordre* et l'administration de la justice. Cela est nécessaire pour faciliter l'inscription des jeunes gens qui doivent être appelés sous les drapeaux."

Le partage des biens continue dans quelques localités. A Nogueroles, on a partagé une des meilleures forêts, et la populace assassina M. Bouet Benages qui voulait s'opposer au morcellement. On a fait quelques arrestations.

(*Soir.*)

—M. Jules Claretie signale dans sa chronique de l'*Indépendance belge*, un côté assez imprévu et assez redoutable de l'influence des mœurs oratoires sur la netteté de l'élocution. Il paraît que nous sommes menacés d'un bégaiement général:

Camille Desmoulins était bègue, il est vrai, mais ce fut une exception, et, d'ailleurs, à la Convention, il parla peu. Mais il semble que le bégaiement pousse invinciblement l'homme à parler. Reste à savoir si ce n'est pas la tribune et l'émotion qui rendent bègues quelques orateurs; ce qui est certain, c'est qu'on bégaie beaucoup tous les soirs, en parlant pour ou contre Barodet. La plupart des orateurs ne sont d'ailleurs des Démosthène—Démosthène avant les cailloux—que par ce petit défaut.

C'est peut-être parce que la vie parlementaire prend en France une extension nouvelle que l'on a fondé tout exprès à Paris une institution pour remédier au bégaiement. Je ne connais point M. Chervin, qui s'est acquitté de ce soin; mais naguère ce spécialiste présentait à la réunion des Sociétés savantes, à la Sorbonne, une statistique intéressante.

Il en résulte—chose curieuse?—que le bégaiement est en raison directe de l'habitude qu'on a de parler. Plus on parle,—ou du moins plus on parle vite, plus on bégaie. C'est là un résultat inattendu de la liberté de discussion. M. Chervin cite un village de 1,600 âmes où tout le monde, sans exception, bégaie complètement. Les conversations y doivent être originales. Ce qui est caractéristique, c'est que le bégaiement est moins fréquent au Nord qu'au Midi; c'est dans le Nord-Est qu'on bégaie le moins et dans le Sud-Est qu'on bégaie le plus. Par exemple, toutes proportions gardées, si on compte *six* bègues à Paris, on en comptera *vingt-cinq* à Lyon, et *soixante-dix* à Marseille. La volubilité du parler méridional est souvent la source ou la préface du bégaiement.

Ainsi les mœurs oratoires menaçant de mener le bégaiement à l'ordre du jour. Pour un Vergniaud, nous aurons dix bègues et dix bègues encore pour un général Foy. La statistique est une chose terrible. Elle intervient tout à coup dans nos discussions, comme la science d'un pédant, et elle vous jette un cri d'alarme. *La France bégaie!* Le nombre des bègues augmente! Quelle horreur! L'heure du bégaiement va sonner.

LES CANDIDATS DANS LES DÉPARTEMENTS.

Bouches-du-Rhône.—C'est avec une vive satisfaction que nous recevons de Marseille la circulaire par laquelle M. Frédéric Passy accepte la candidature que lui offraient les conservateurs libéraux et formule sa profession de foi.

Cette circulaire est telle qu'on devait l'attendre d'un homme qui a consacré sa vie à la défense des intérêts matériels et à l'étude des questions pratiques.

Après avoir rappelé ses travaux dans l'ordre des idées économiques, M. Frédéric Passy aborde en ces termes le problème politique:

Avant tout, je respecte la souveraineté nationale; j'estime que, dans un pays en possession du suffrage universel, le premier devoir de quiconque s'honore du titre de citoyen est de s'incliner, quelles que soient les préférences personnelles, devant la volonté librement exprimée de la nation. Hors de ce commun respect de la loi, seule sauvegarde de tous, il n'y a qu'anarchie conduisant fatalement, de violence en violence, à l'abîme du despotisme.

Quant à moi, et pour faire connaître mon opinion personnelle, je suis convaincu que c'est à la forme républicaine que doivent se rallier tous les esprits clairvoyants et sages. C'est la seule, en effet, dans laquelle puissent se fondre nos discordes; la seule qui puisse nous guérir peu à peu de ce mal chronique sous lequel s'affaisse la France: l'instabilité.

On a pu dire de la France, non sans quelque vérité, qu'elle avait pris l'habitude de changer de gouvernement tous les vingt ans à coups de fusil; ne vaudrait-il pas mieux accepter franchement la République, ce gouvernement qui nous divise le moins, et ne faire de changements que par la voie pacifique du scrutin?

Si, pour en venir là, il y a des sacrifices d'amour-propre ou d'affection à faire, le but à atteindre mérite bien qu'ils soient faits; et ceux qui seraient appelés à les faire, loin de s'amoindrir, s'honoreraient et se grandiraient dans l'estime de tous.

C'est le langage d'un esprit clairvoyant et d'un esprit droit. Nous ne sommes pas sans espoir qu'il prévaudra, auprès des électeurs des Bouches-du-Rhône, sur le verbiage du radicalisme.

Quant à la candidature de M. Lockroy, voici en quels termes elle est posée par le "comité central républicain":

L'élection du citoyen Lockroy est suffisamment caractérisée par la situation et par les termes du mandat qu'il a consenti:

1. Dissolution immédiate de l'Assemblée;
2. Intégrité du suffrage universel;
3. Nomination à bref délai d'une Constituante;
4. Revendication des franchises municipales;
5. Instruction laïque, gratuite et obligatoire;
6. Amnistie pleine et entière pour les délits politiques et protestation contre l'état de siège;
7. Assiduité rigoureuse aux séances de l'Assemblée et des bureaux.

UN DISCOURS DE JULES SIMON.—Nous lisons dans la *France*:

L'émoi causé dans le monde parlementaire et dans la presse par le discours de M. Jules Simon au congrès des Sociétés savantes, est loin d'être calmé. Ce matin encore, un grand nombre de journaux,—ceux surtout du comité électoral conservateur,—s'expriment sur cette allocution avec une extrême sévérité, nous dirions presque avec le ton de la colère.

Le silence observé depuis samedi par le *Journal officiel* favorisait cette émotion. Le gouvernement s'est décidé enfin à publier officiellement le discours incriminé: s'il avait pris cette détermination un peu plus tôt, il eût épargné à un grand nombre de nos confrères un véritable luxe d'indignation.

Nous publions plus loin le texte que donne l'*Officiel*. Nos lecteurs y chercheront en vain, comme nous l'avons fait nous-même, les phrases "injurieuses" pour l'Assemblée, que le *Français*, la *Gazette de France*, l'*Univers*, la *Liberté*, la *Patrie*, etc. etc. avaient signalées aux représailles de la majorité.

Suivant la version dénoncée, M. Jules Simon aurait dit, en parlant de M. Thiers et de la libération du territoire:

Cette tâche, il l'a rempli seul, au milieu d'embarras inouïs, de difficultés sans nombre "que lui créaient ce mêmes hommes qui, le lendemain, se flattaient de l'avoir aidé dans son œuvre.

Le texte officiel est tout différent. Il fait dire à M. Jules Simon:

Notre pays, qui a tant souffert, renaît enfin. Il va être bientôt délivré des derniers vestiges de l'occupation étrangère, et à qui devra-t-il cette délivrance? A un seul homme. Oui, à lui seul, je le dis comme témoin, moi qui ai vu ses efforts de tous les jours "au milieu des difficultés sans cesse renaissantes que soulevait autour de lui la lutte des partis. Celui qui a fait ces grandes choses, c'est un lettré, c'est un savant, etc.

Le rapprochement de ces deux versions qui se ressemblent si peu, démontrera une fois de plus combien les paraphrases sont dangereuses, surtout lorsqu'elles sont influencées par l'esprit de parti.

—Le *Petit Journal* rapporte un fait qui s'est produit, hier, au palais de l'Elysée:

Une femme âgée de soixante-sept ans, pensionnaire de la maison des Petites-Sœurs des pauvres de la rue Notre-Dame-des-Champs, s'est présentée à la porte du palais, demandant instamment à parler à M. le président de la République.

Interrogée sur les motifs de sa visite, elle répondit d'abord qu'elle venait réclamer des biens confisqués à son mari.

On lui demanda son nom, alors elle répondit: "*Je suis le suffrage universel* et "on me persécute parce que je n'ai pas "voulu consentir à abdiquer en faveur de "Henri V."

La pauvre femme était évidemment folle.

M. Ludet, commissaire de police du quartier, l'a fait conduire au dépôt de la préfecture de police pour être soumise sans retard à un examen médical.

RÉVEILLE-MATIN DÉNONCIATEUR.—Un individu d'une quarantaine d'années, mis avec une certaine recherche, entrait hier chez M. T...., horloger-bijoutier de la rue de Sèvres, et le priait de lui faire voir des montres.

Il en avait déjà examiné plusieurs, mais sans qu'aucune lui convînt; elles étaient trop petites ou trop grandes; ou le boîtier n'était pas assez épais, etc., etc. Il en indiquait toujours de nouvelles, et chaque fois le docile horloger s'empressait de chercher dans sa vitrine, croyant enfin avoir mis la main sur la montre qui devait réunir toutes les qualités requises par son client.

Pendant ce temps, ce dernier, qui n'était qu'un habile filou, enfouissait dans les poches de son vaste pardessus tout ce qui se trouvait à portée de sa main.

Déjà, quelques réveille-matin appelés "mignonnettes," ainsi qu'une petite boîte à musique, avaient été dérobés par lui; il aurait bien voulu y joindre aussi une ou deux montres que le confiant horloger venait d'étaler sans méfiance; mais, soit qu'il ne pût en saisir le moment, soit qu'il craignît que le négociant s'aperçût de l'enlèvement des objets déjà soustraits, il s'empressa de fixer son choix sur une magnifique bréguet, priant alors M. T.... de la mettre de côté.

L'horloger, enchanté d'avoir si bien commencé sa journée, se précipitait pour lui offrir la porte, quand, passant près de son client, un bruit étrange sortit soudain de l'intérieur de son paletot. Ne sachant à quoi attribuer ce phénomène, il crut un instant avoir à faire à un automate perfectionné dont quelque ressort mal graissé s'était détendu subitement.

On devine ce qui était arrivé.

C'était le ressort d'un des réveille-matin qui était parti subitement, à la grande mortification du filou.

Portant ses regards autour de lui, l'horloger s'aperçut bien vite, en constatant le vide qu'avait laissé la soustraction opérée sur son second comptoir, qu'il venait d'être bel et bien volé.

Cet habile escroc a été mis à la disposition de la police.

Arrestation d'un pick-pocket américain

La dame P...., couturière en robes, demeurant boulevard de la Contrescarpe, 22, avait reçu hier la visite de sa mère, qui est infirme; elle l'avait reconduite à la station des omnibus située boulevard Richard-Lenoir, près de la place de la Bastille, et elle l'aidait à monter dans le véhicule, quand elle sentit qu'une main étrangère s'introduisait dans la poche où était son porte-monnaie.

Elle se retourna vivement en criant au voleur, et vit fuir un individu élégamment mis. Plusieurs personnes se mirent à la poursuite de l'aventurier, et, quoiqu'il déployât beaucoup d'agilité, un ouvrier parvint à l'atteindre.

Alors un autre personnage également très soigné dans sa mise, saisit par le bras le filou et dit à celui qui l'avait arrêté:

—Laissez, monsieur, ne perdez pas votre temps; je me charge de conduire ce coquin chez le commissaire de police.

L'ouvrier soupçonna une ruse et se garda bien de donner dans le panneau. C'était un forgeron. Dans ses mains rudes il serra comme dans un étau le bras du pick-pocket et désigna aux assistants comme un complice celui qui venait de parler, et qui lui donna raison en s'enfuyant à son tour.

Malheureusement on ne put le rejoindre; mais le premier fut amené chez M. Leguet, commissaire de police du quartier des Quinze-Vingts.

Dès qu'on l'eut fouillé, on acquit la conviction qu'on était tombé sur un pick-pocket américain qui pouvait passer pour une des célébrités du genre et rendre des points à ses confrères de la Grande-Bretagne.

En effet on trouva sur lui une douzaine de porte-monnaie de toutes les couleurs, plusieurs montres en or, des porte-cigares, des faces à mains, une somme d'environ 10,000 fr. en billets de banque et en pièces d'or, parmi lesquelles des pièces de 100 fr., de 50 fr., et quelques médailles de prix.

Il était porteur, en outre, d'instruments d'effraction en acier deux fois trempé, très délicats et en même temps très forts, de fabrication américaine, ce qui laisse croire qu'il ne se livrait pas uniquement au vol à la tire.

Comme tous ses pareils, ce semblable circonspectateur, ce chevalier d'industrie raconte à satiété qu'il était arrivé de New-York le matin même, et qu'il n'avait pas encore de domicile à Paris.

On suppose, dit le *Droit*, que le nom qu'il s'est donné n'est pas le sien, et il a été envoyé à la préfecture de police, où les employés judiciaires, qui n'ont pas été trompés comme le croient généralement MM. les filous, révéleront probablement son identité.

SPECTACLES, &c.

ACADEMIE DE MUSIQUE.

[illegible] SPECIALE [illegible]

Le spectacle [illegible] Vendredi [illegible] SOUS LA DIRECTION [illegible] J. KITTREDGE, TRÉSORIER.

—Sera—

SMOOTH AS GLASS.

12 mai—1

Académie de Musique.

Dernière Semaine de la Saison

Commençant le 12 Mai 1873.

Avec la Troupe de [illegible]

On jouera la pièce [illegible] ALLADIN; ou la Grande [illegible]

Le célèbre comique irlandais, BLACK O'CONNOR, Le Voleur de Galway. W. [illegible]

Vendredi soir, 16 mai—Bénéfice [illegible]

Samedi—Matinée d'Adieu.

Théâtre des Variétés.

Vendredi Soir, 16 Mai.

FARCES!—FARCES!—FARCES!

Le plus grand humoriste vivant,

THE FAT CONTRIBUTOR,

(Mr. A. M. Griswold.)

Donnera de Grandes Conférences.

"INJUN MEAL,"

Qui ont obtenu un succès de fou-rire dans toutes les principales villes de l'Est et de l'Ouest.

"The white man has followed upon the trail of the red man until the red man hasn't a red cent."

"Ye that have tears to shed, prepare to shed them now."

PRIX D'ENTRÉE—COMME TOUJOURS.

Le contrôle sera ouvert Lundi. Pas de prix extra pour les sièges réservés.

Le Wigwam sera ouvert à 7 heures. Le Injun Talk commencera à 8 heures.

MATINÉE INJUN MEAL SAMEDI.

10 mai—2

Le Grand Musée d'Anatomie,

Au No 48 de rue St-Charles.

Est ouvert tous les jours, pour les messieurs seulement. Une LECTURE sur la [illegible] nerveuses, etc., vient d'être publiée; elle s'adresse aux jeunes gens. On l'envoie franc de port; le prix en est de 25 cents. S'adresser au directeur du Musée d'Anatomie, No 48 de la rue St-Charles, Nlle Orléans.

JARDIN DE MAGNOLIA.

La plus belle et la plus agréable place d'amusements d'été, pour pique-niques, fêtes de famille, dîners, soupers, etc.

OUVERT CHAQUE JOUR.

Le dimanche, grand concert gratis.

Restaurant et buvette pourvus de mets et de liqueurs de choix.

Les jours de la semaine on aura l'usage du jardin pour rien.

6 mai—1m RICHARD HOMANN.

GRAND BAL PARE

DONNÉ PAR LA

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nlle-Orléans,

A LA SALLE DE L'OPÉRA,

LE SAMEDI, 17 MAI 1873.

Le produit de ce bal devant être affecté à la caisse de Bienfaisance.

La direction du bal désire connaître à notre colonie française les réflexions suivantes:

Tout le monde sait que la Société Française a fondé une caisse de bienfaisance destinée à payer aux Français nouveaux venus [illegible]

Nous demandons que l'on nous aide à alléger les souffrances de nos compatriotes [illegible]

—Directeurs—

J. Girod	F. Trigogne	C. Pascouau
Chs T Dugazon	Dr Tessier	A. Cayrol
H. Bouvier	J. L. Révol	Dr Wendeborn
Dr. Deaty	J. Schreiber	F. Lindé
Dr. Bercabes	E. Bidrembourg	J. Lebègue
St-Cyr Faucon	F. Jauffrion	E. Ducarpe
J. Edm. Marlin	F. Ambrus	A. Pariz
A. Fourcade	J. T. D. Lefèvre	L. Grima
L. Lafargue	T. Jouet	G. Aimé
A. Bernicheau	T. Gottoin	G. Villeneuve
L. Marchand	M. Lion	J. Rivard
H. Reporte	A. Duhonaen	A. Lefèvre
C. Hembre	Jph Boyle	P. Crabère
O. Pez	H. Chavigny	J. Sauvage
A. Barbier	J. Rengue	A. Carméché
J. P. Dubarry	A. Affleur	J. Courrège
J. M. Sauquet	E. Offner	J. Dutrey
F. Armand	L. Lafreyte	C. Aubin
A. Chambras	C. Delons	F. Gilbert
C. Barès	L. Philippe	L. Schmid
A. Dudemaine	J. Lamalle	V. Pradier
L. Larrieu	M. Abadie	P. Dauze
M. Majeau	F. Roger	A. Klinger

Prix du billet..............$2

Les demandes d'invitation pour dames doivent être adressées à la Direction, en désignant les noms et résidences.

Les réunions des Directeurs auront lieu tous les lundis et vendredis de chaque semaine, à la Société Française, à 7 heures du soir.

Par ordre du Président des Directeurs,

A. BARBIER, Secrétaire.

CONCERT-TOMBOLA

POUR

L'établissement d'une Bibliothèque

AJOURNEMENT DE QUATRE-VINGT-DIX JOURS.

Certitude d'un Tirage Complet.

$500,000 EN BANQUE POUR PAYER LES LOTS GAGNANTS.

Paiement en Plein de $10,000 de Lots.

$100,000 POUR DIX PIASTRES SEULEMENT.

Un nombre suffisant des 100,000 billets de Tombola ayant été vendu [illegible] Bibliothèque Publique du Kentucky [illegible]

—LISTE DES LOTS—

Total, 10,000 lots, tous payables comptant $500,000

L'argent destiné au paiement en plein de tous ces lots est déposé au "Farmers and Drovers' Bank" de Louisville [illegible]

Bureaux de la banque des "Farmers and Drovers," Louisville, Ky., 7 avril 1873.

Je certifie qu'il y a, à la banque des "Farmers and Drovers" [illegible]

R. S. VEECH, caissier.

THOS. E. BRAMLETTE, Agent de la Bibliothèque publique du Kentucky, Louisville, Ky.

Avis aux dames.

Teintures et apprêts de neuf pour robes de soie, velours, popeline, grenadine, laine, &c.

Nous avons l'honneur d'informer les dames que nous venons de ouvrir le LUNDI, 1er mai, au No [illegible] rue Dauphine [illegible]

A. ROCHEREAU & CO.,

Sole Agents for the sale of KRUG & CO'S Champagne,

COMMISSION MERCHANTS,

IMPORTERS OF

Wines, Brandies, Cordials, &c.

NEW YORK. NEW ORLEANS.

Vor. MAIGNAN & F. LABORDE

MARCHANDS-COMMISSIONNAIRES

IMPORTATEURS,

Nos. 25 ET 27, RUE BIENVILLE.

SEULS AGENTS DE

CHAS. FARRE, REIMS: VINS DE CHAMPAGNE SILLERY ET CABINET.

J. B. DELBOS & CO.—BORDEAUX: Grande Vins CHATEAU PAPE CLEMENT.

A. DE LUZE & FILS—BORDEAUX: Grands Vins Rouges du Médoc et Châteaux Yquem.

COGNAC.

CHAMPAGNE VINEYARD PROPRIETORS COMPANY—Cognac.

GENIÈVRE.

Consulat de France

A LA NOUVELLE-ORLEANS.

LA MATERNELLE.

Au No 48 de la rue Carondelet.

BUREAUX DE LA "MATERNELLE",

Société de dotation et de prévidence des enfants.

L'APPAREIL DE BABCOCK,

A INCENDIE.

INTERET SUR DEPOTS.

INSTITUT ST-LOUIS

POUR LES DEMOISELLES

Dirigé par Mme MATTHEY.

Machines à Vapeur Portatives de Hoadley,

J. DESCA,

ANCIENNE MAISON L. MOUSON,

Manufacture à Vapeur de: TABAC A FUMER ET A PRISER.

Et Importateur de: CIGARES DE LA HAVANE, TABAC A CHIQUER, PIPES, &c.

CONFISERIE

ADOLPHE LEMÂNNE,

Restaurant Cosmopolitain,

MARCHAND-TAILLEUR.

PAUL BOISSONNEAU,

Eaux Minérales

A CINQ CENTS LE VERRE:

ALBIX & GAUDET.

CAFE DE LA ROTONDE

L'HOTEL ST-LOUIS.

Chaudières à Sucre du Tennessee

DIVERS.

APPAREIL PERFECTIONNE

GAZ BARBARIN,

Aux Mères de Famille.

MICHON & SCHWEITZER,

No. 166, Rue Royale.

PREMIÈRES COMMUNIONS,

Couronnes de Fleurs Artificielles

The Freedman's Savings & Trust Co.

CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE.

No 182 Rue du Canal,

PIERRE DUPORT,

ENTREPRENEUR DE POMPES FUNÈBRES.

MAISON D'ACCOUCHEMENTS.

Philippe Baralamento,

RESTAURANT FRANÇAIS

A LA MOBILE,

TENU PAR J. PACTEAU,

Baie St-Louis.

HOTEL SHADY GROVE.

A BILOXI, Mississippi.

H. BIER,

STOCK BROKER.

QUEYROUZE & BOIS,

MARCHANDS EN GROS DE ÉPICERIES, VINS, LIQUEURS

GRAND DÉPOT DE LA BALSAMIQUE des PYRÉNÉES

ASSOCIATION DU PEUPLE

POUR RÉSISTER

Aux Taxes inconstitutionnelles.

VENTES JUDICIAIRES.

W. P. HARPER, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

VENTES A L'ENCAN.

PAR E. ROGER & CO.

800 caisses Bottes, Souliers et Brodequins.

PAR EUGENE TOURNE

PAR GABRIEL LEAUMONT

PAR PLACIDE J. SPEAR

POUR OPÉRER UN PARTAGE.

PAR FRANCIS FERNANDEZ.

DENTISTES.

Les dents! Les dents!!

GRANDE REDUCTION DE PRIX!!

J. A. CASADAVANT, D. D. S.

CHIRURGIEN-DENTISTE,

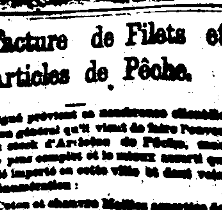
66 - - Rue Bienville - - 66

Révolution! Révolution!

LES DENTS!

DOOLEY'S YEAST POWDER TRY IT SOLD BY GROCERS

SAISON DE PÊCHE 1873.



Manufacture de Filets et d'Articles de Pêche.

A. THEZE,

—A l'Enseigne du—

"Vieux Pêcheur,"

Cigares de la Havane et du Pays,

ED. L. ZELL & CO.,

CHEMISES DEVANTS TOILE,

HERRET-MIRET & PINSARD,

VENTES A L'ENCAN.

PAR HOFFMAN MARKS & CO

PAR S. GUINAULT.

PAR C. E. GIRARDEY & CO.

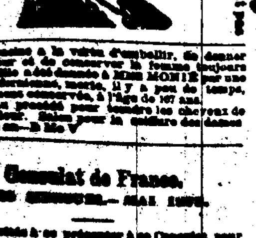
ATTENTION!

Grand Déballage!

GROS ET DETAIL.

COLD CREAM

RACINE CALIFORNIENNE.



Consulat de France.